

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Lachute | 76020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Lachute pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signataire
MJ Fournier

Date
1.1 6 juillet 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	31
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	33
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	34
Situation financière par organismes	35
Charges par objets	36
Excédent (déficit) accumulé	37
Avantages sociaux futurs	41

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	49
Analyse des charges consolidées	61

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Lachute

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Ville de Lachute, incluant les partenariats (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers consolidés »).

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Ville a comptabilisé un passif au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état de la situation financière aux 31 décembre 2025 et 2024. Pour son partenariat commercial, à l'exception des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, celui-ci n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers consolidés de la Ville n'ont pu être quantifiées au niveau de la participation dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux aux 31 décembre 2025 et 2024, aux charges de l'exercice ainsi qu'à l'excédent (déficit) accumulé aux 1er janvier 2025 et 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, comme nous l'avons fait pour les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations - informations financières comparatives retraitées

Nous attirons l'attention sur la note 24 des états financiers consolidés, qui indique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été retraitées. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23. Elles portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Ville pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Ville et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l. ¹

Laval, le 6 juillet 2026

¹ CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A136298

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024 Redressé note 24
Revenus				
Taxes	1	25 520 300	26 075 626	25 099 957
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 470 500	1 483 777	1 444 293
Quotes-parts	3			
Transferts	4	6 796 818	5 109 238	4 059 861
Services rendus	5	1 998 893	2 225 879	1 947 266
Imposition de droits	6	1 277 000	2 044 510	2 483 530
Amendes et pénalités	7	400 000	395 933	414 015
Revenus de placements de portefeuille	8	100 000	227 401	198 343
Autres revenus d'intérêts	9	161 000	371 280	310 611
Autres revenus	10	165 400	737 976	802 276
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		143 755	(102 174)
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	37 889 911	38 815 375	36 657 978
Charges				
Administration générale	14	6 401 757	6 235 769	4 906 058
Sécurité publique	15	6 125 499	5 870 295	5 492 668
Transport	16	7 927 393	7 960 908	7 095 394
Hygiène du milieu	17	7 551 281	7 903 654	7 969 483
Santé et bien-être	18	108 957	108 925	98 525
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 159 288	1 052 281	1 087 034
Loisirs et culture	20	5 765 288	5 640 972	5 534 356
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 565 199	1 647 579	1 346 265
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	36 604 662	36 420 383	33 529 783
Excédent (déficit) lié aux activités	25	1 285 249	2 394 992	3 128 195
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		81 263 961	79 667 871
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		1 532 105	
Solde redressé	28		82 796 066	79 667 871
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		85 191 058	82 796 066

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	10 437 087	4 503 406
Débiteurs (note 5)	2	21 953 024	21 206 792
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	205 020	284 274
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	4 538 323	4 394 568
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	37 133 454	30 389 040
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	497 040	
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	10 488 821	6 584 305
Revenus reportés (note 11)	12	1 377 839	1 247 258
Dette à long terme (note 12)	13	52 326 313	42 333 927
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	1 673 096	1 573 340
	16	66 363 109	51 738 830
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(29 229 655)	(21 349 790)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	112 924 881	102 696 920
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	611 433	611 433
Stocks de fournitures	20	587 769	544 665
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	296 630	292 838
	23	114 420 713	104 145 856
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	85 191 058	82 796 066
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	85 191 058	82 796 066
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	85 191 058	82 796 066
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Budget	Réalizations	
		2025	2025	2024 Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	1 285 249	2 394 992	3 128 195
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	16 152 523)(	7 942 206)
Produit de cession	3		68 469	
Amortissement	4		5 892 321	5 135 525
(Gain) perte sur cession	5		(36 228)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(10 227 961)	(2 806 681)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(43 104)	22 057
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(3 792)	24 221
	13		(46 896)	46 278
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	1 285 249	(7 879 865)	367 792
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(21 758 555)	(20 594 242)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		408 765	(1 123 340)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(21 349 790)	(21 717 582)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(29 229 655)	(21 349 790)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024 Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 394 992	3 128 195
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	5 892 321	5 135 525
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ Gain sur cession immo	4.1	(36 228)	
▪ Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	4.2		102 174
	5	8 251 085	8 365 894
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(746 232)	(283 021)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	4 004 272	930 628
Revenus reportés	9	130 581	(4 649)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(43 104)	22 057
Autres actifs non financiers	13	(3 792)	24 221
	14	11 592 810	9 055 130
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	16 152 523)(	7 942 206)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	68 469	
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(16 084 054)	(7 942 206)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 (	143 755)()
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	)	4 343)
Cession	23	79 254	
	24	(64 501)	(4 343)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	13 957 940	2 558 600
Remboursement de la dette à long terme	26 (	3 886 688)(	3 716 750)
Variation nette des emprunts temporaires	27	497 040	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(78 866)	37 030
Autres			
▪	29.1		
	30	10 489 426	(1 121 120)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	5 933 681	(12 539)
Solde déjà établi	32	4 503 406	4 515 945
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	4 503 406	4 515 945
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	10 437 087	4 503 406

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Lachute (ci-après la "Ville") est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes* du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice consolidé à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les partenariats auxquels elle participe.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville de Lachute. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les partenariats.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées:

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL) pour l'exercice est de 89,67 % (90,03 % en 2024), faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 90,64 % en début d'exercice à 90,40 % à la fin de l'exercice.

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est un partenariat commercial qui constitue une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Elle est présentée aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La quote-part de la Ville de Lachute dans la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est de 49,05 % (49,05 % en 2023) et elle est calculée à partir de l'excédent accumulé de la Régie. Celle-ci est comptabilisée à l'actif financier, à l'état consolidé de la situation financière, dans les participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux. La variation annuelle de cette quote-part est présentée à l'état consolidé des résultats, dans la quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux.

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et les prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre d'assainissement des sites contaminés, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Lorsqu'un placement de portefeuille évalué au coût ou au coût après amortissement subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value. La réduction de la valeur comptable est prise en compte dans les résultats de l'exercice et ne fait pas l'objet d'une reprise. Pour déterminer s'il existe une moins-value durable, la Ville tient notamment compte des facteurs suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- la durée et l'importance de la baisse de la juste valeur par rapport au coût,
- les jugements d'experts et d'approches fondées sur des modèles tenant compte des conditions économiques actuelles,
- la situation financière et les perspectives de rentabilité propres aux entités émettrices

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Passif au titre des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures : 15, 20 et 40 ans

Bâtiments : 40 ans

Véhicules : 10 et 20 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans

Terrains : non amortis

Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles relatifs aux bâtiments sont amortis sur une période de 40 ans.

Les immobilisations corporelles en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des déboursés effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville et ses partenariats bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville et ses partenariats bénéficieront des services acquis.

F) Revenus

Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés et comptabilisés à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Constatation des autres revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits qui en découlent. Tous les revenus sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, sauf si les montants comptabilisés ne peuvent être déterminés avec un degré de certitude raisonnable ou s'il est à peu près impossible de les estimer.

Les produits provenant d'opérations assorties d'obligations de prestation sont constatés lorsque la Ville s'acquitte d'une obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis à un payeur. L'obligation de prestation est évaluée comme étant satisfaite soit sur une période donnée, soit à un moment donné.

La Ville comptabilise les entrées de fonds affectées à l'externe à titre de revenus dans la période où les ressources sont utilisées aux fins précisées conformément à un accord ou à une loi. Jusqu'à ce moment, la Ville enregistre des revenus reportés affectés par l'externe. La Ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Taxes et compensations tenant lieu de taxes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles. Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement. Les taxes et compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Services rendus

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Imposition de droits

Les droits de mutation immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits. Les permis sont constatés progressivement lorsque le contrôle des avantages associés aux biens ou services passe au payeur.

Amendes et pénalités

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'un plaidoyer de culpabilité est signifié, lorsque le délai de contestation est échu ou lorsqu'un jugement de la cour devient exécutoire.

Autres revenus

Les autres revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu des opérations ou les faits dont ils découlent, qu'une estimation raisonnable des montants est possible et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés. Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Frais d'assainissement des sites contaminés :

Renversé en totalité dans l'exercice au cours duquel le financement à long terme sera réalisé (règlement 2015-769).

- Financement à long terme des activités de fonctionnement:

Le financement à long terme des activités de fonctionnement est amorti au fur et à mesure du remboursement en capital.

La part des frais d'émission de la dette à long terme financés à long terme et inscrits à titre de frais reportés, qui n'a pas encore été imputée aux activités de fonctionnement, sont amortis et passés en charges sur la durée de la dette correspondante.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille et autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes municipales à recevoir, taxes à la consommation, mutations, amendes et pénalités à recevoir et subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, retenues et dépôts de garanties et provisions et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fonds est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	10 437 087	4 503 406
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
▪			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	10 437 087	4 503 406
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	10 437 087	4 503 406
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	847 387	954 997
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

Les sommes affectées, comprises dans la trésorerie et les équivalents, sont associées aux revenus reportés, aux excédents de fonctionnement affectés et aux réserves financières

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	2 621 350	2 612 742
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	16 248 224	14 696 311
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	458 158	1 264 081
Organismes municipaux	13	902 259	557 992
Autres			
▪ Amendes et frais à recevoir	14.1	502 470	582 053
▪ Mutations et autres	14.2	1 220 563	1 493 613
	15	21 953 024	21 206 792
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	8 893 075	5 774 736
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	8 893 075	5 774 736
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	1 052 567	1 143 401
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	1 127 654	1 198 517
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	10 334 175	8 871 930
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	974 760	1 087 769
Ministère de la Culture et des Communications	26	2 043 316	2 043 316
Autres ministères/organismes	27	1 768 319	1 494 779
	28	16 248 224	14 696 311

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

6. Prêts

		2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29		
Prêts à un fonds d'investissement	30		
Autres			
▪	31.1		
	32		
Provision pour moins-value déduite des prêts	33		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	34	205 020	284 274
Autres placements	35		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	36		
Autres placements	37		
	38	205 020	284 274
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41		
Autres			
▪	42.1		
	43		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'emprunts temporaires autorisés totalisant un maximum de 13 723 821 \$, portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière de 4,45 % (5,45 % au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, les emprunts temporaires utilisés se chiffrent à 63 100 \$ (0 \$ au 31 décembre 2024).

La Régie dispose également de facilités de crédit autorisées de 5 050 000 \$ portant intérêts au taux de 4,45 %. Au 31 décembre 2025, un solde de 480 000 \$ est utilisé. La portion consolidée dans les états financiers de Lachute est de 433 940 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	6 541 142	2 490 587
Salaires et avantages sociaux	45	407 343	331 810
Dépôts et retenues de garantie	46	1 537 066	827 316
Provision pour contestations d'évaluation	47		
Autres			
▪ Organismes municipaux	48.1	437 897	1 321 000
▪ Gouvernement du Québec	48.2	73 704	56 762
▪ Intérêts courus	48.3	385 252	273 324
▪ Vacances courues	48.4	633 519	612 639
▪ Autres	48.5	472 898	670 867
	49	10 488 821	6 584 305

Note**11. Revenus reportés**

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪	55.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	778 832	659 795
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	120 736	104 825
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60	215 660	215 968
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Transferts	62.1		13 699
▪ Autres	62.2	262 611	252 971
	63	1 377 839	1 247 258

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,95	5,40	2026	2030	64	52 702 745	42 631 493
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	52 702 745	42 631 493
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(376 432)	(297 566)
					72	52 326 313	42 333 927

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		10 944 324			10 944 324
2027	74		11 724 652			11 724 652
2028	75		8 313 884			8 313 884
2029	76		7 628 212			7 628 212
2030	77		14 091 673			14 091 673
2031 et plus	78					
	79		52 702 745			52 702 745
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		52 702 745			52 702 745

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	656 224
Autres régimes (REER et autres)	88	16 850
Régimes de retraite des élus municipaux	89	31 323
	90	704 397
		565 536
		21 919
		29 583
		617 038

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91	450 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	1 673 096
Autres	93.1	
	94	1 673 096
		1 573 340
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	1 123 340
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	175 975
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	373 781
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	1 673 096
		1 123 340

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville concernent principalement le désamiantage de ses bâtiments. Les autres obligations liées à la mise hors service sont relatives au démantèlement de réservoirs contenant des produits pétroliers.

Les principales hypothèses utilisées pour cette obligation sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Hypothèses	2025	2024
Taux d'actualisation, incluant l'inflation	2,45 %	4,07 %
Période d'actualisation*	De 3 à 20 ans	De 3 à 20 ans
Taux d'inflation	2 %	2 %

* La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2025 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 2 146 063 \$ (2 146 063 \$ au 31 décembre 2024).

Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui y sont contenues ainsi que de l'échéancier des travaux qui est inconnu lorsqu'aucun plan de mise hors service des bâtiments n'est prévu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	46 895 841	1 625 665		48 521 506
Eaux usées	102	50 500 097	5 070 375		55 570 472
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	48 554 493	4 456 362		53 010 855
Autres					
▪ Parcs, Aéroport, Éclairage rue	104.1	14 260 016	2 247 328		16 507 344
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	11 045 691	41 041		11 086 732
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	7 809 517	570 984	373 250	8 007 251
Ameublement et équipement de bureau	109	1 297 336	89 130		1 386 466
Machinerie, outillage et équipement divers	110	6 264 823	792 842	21 576	7 036 089
Terrains	111	4 010 105	106 546		4 116 651
Autres	112	1 130 108	373 781		1 503 889
	113	191 768 027	15 374 054	394 826	206 747 255
Immobilisations en cours	114	9 704 145	778 469	311 727	10 170 887
	115	201 472 172	16 152 523	706 553	216 918 142
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	22 954 359	992 283		23 946 642
Eaux usées	117	25 158 589	1 272 764		26 431 353
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	27 356 308	1 494 468		28 850 776
Autres					
▪ Parcs, Aéroport, Éclairage rue	119.1	8 694 244	538 998		9 233 242
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	5 678 266	251 260		5 929 526
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	3 913 644	417 283	364 469	3 966 458
Ameublement et équipement de bureau	124	1 160 688	81 935		1 242 623
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 852 386	464 504	309 950	4 006 940
Autres	126	6 768	378 826	(107)	385 701
	127	98 775 252	5 892 321	674 312	103 993 261
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	102 696 920			112 924 881
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	421 348	421 348
Autres	134	190 085	190 085
	135	611 433	611 433
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	611 433	611 433

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	143.1	256 465	226 203
▪ Immatriculations	143.2	12 536	22 026
▪ Divers	143.3	27 629	44 609
Autres			
▪	144.1		
	145	296 630	292 838

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville de Lachute est membre de la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

En vertu de l'entente intermunicipale constitutive de la Régie intermunicipale Argenteuil/Deux-Montagnes, la Ville s'est engagée à utiliser exclusivement les services d'élimination des déchets établis par la Régie. L'existence de la Régie a été prolongée jusqu'en 2030.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de gestion de l'aéroport, de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, de contrôle biologique des insectes piqueurs, de contrôle animalier, de soutien aux logiciels, de déneigement, de frais d'évaluation foncière, de laboratoire et autres obligations s'élèvent à 5 486 117 \$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2026 -	2 702 424 \$
2027 -	2 144 811 \$
2028 -	397 520 \$
2029 -	133 369 \$
2030 -	107 993 \$

De plus, la Ville de Lachute s'est engagée, en vertu de contrats de location d'équipement, à verser des loyers totalisant 43 054 \$ pour les années 2026 à 2031.

Finalement, la Ville a signé des ententes d'environ 12 100 000 \$ en vue de la réalisation de travaux d'immobilisations prévus pour les prochains exercices. Cela comprend notamment 8 855 000 \$ pour le projet de transformation de l'Église Unie en bibliothèque municipale ainsi que 1 800 000 \$ pour le projet de réfection du centre-ville.

Office municipal d'habitation de Lachute

L'Office municipal d'habitation de Lachute (OMHL), la Ville de Lachute et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Ville de Lachute contribue à 10 % au déficit d'exploitation. Au 1er janvier 2021, l'Office municipal d'habitation de Lachute et l'Office municipal de Saint-André d'Argenteuil ont fusionné, menant ainsi à la constitution de l'Office régional d'habitation d'Argenteuil (ORHA). À compter du 1er janvier 2021, la Ville de Lachute contribue à la hauteur de 5 % du déficit d'exploitation de l'ORHA.

20. Droits contractuels

La Ville de Lachute a conclu des ententes de location échéant jusqu'en 2030 pour un montant total de 177 232 \$. Ces ententes concernent la location d'espaces et lots pour des infrastructures de télécommunication, la location de locaux ainsi que diverses compensations financières.

Les revenus de location et de compensation financière à percevoir au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2026 -	43 646 \$
2027 -	32 809 \$
2028 -	33 196 \$
2029 -	33 590 \$
2030 -	33 991 \$

La Ville a également reçu des promesses de subvention d'un montant total de 10 990 000 \$ pour son projet de transformation de l'Église Unie en bibliothèque municipale.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2025	2024
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses réclamations. De l'avis de la direction, la situation financière de la Ville n'est pas susceptible d'être affectée de manière importante. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la Ville a découvert que les revenus de transferts d'investissement de l'exercice précédent étaient sous-évalués. En effet, des paiements de transfert concernant des travaux effectués en 2024 n'ont pas été constatés aux états financiers au 31 décembre 2024, et donc la Ville a procédé à un redressement.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants aux états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

État consolidé des résultats (page S7)

Transferts 1 532 105 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

État consolidé de la situation financière (page S8)

Débiteurs 1 532 105 \$

Excédent (déficit) accumulé 1 532 105 \$

État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) (page S9)

Excédent (déficit) lié aux activités 1 532 105 \$

Actifs financiers nets (dette nette) au début - 31 décembre 2024 - 1 532 105 \$

État consolidé des flux de trésorerie (page S10)

Excédent (déficit) de l'exercice 1 532 105 \$

Débiteurs (1 532 105 \$)

Notes complémentaires aux états financiers consolidés (page S11, note 5 - Débiteur)

Débiteurs - Gouvernement du Québec et ses entreprises 1 532 105 \$

Résultats détaillés par organismes (page S12)

Transferts - investissement 1 532 105 \$

Excédent (déficit) lié aux activités 1 532 105 \$

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes (page S14)

Revenus d'investissements 1 532 105 \$

Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales 1 532 105 \$

Situation financière par organismes (page S15)

Débiteurs 1 532 105 \$

Financement des investissements en cours 1 532 105 \$

Excédent (déficit) accumulé (page S23)

Financement des investissements en cours 1 532 105 \$

Analyse des revenus consolidés (page S27)

Transferts - investissement - Approvisionnement et traitement de l'eau potable 1 532 105 \$

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences auraient dû être adoptées par la Ville pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2023, de ce fait, les soldes des années antérieures ont été retraités afin de respecter la date de mise en application de la norme.

L'application de ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants aux états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

État consolidé de la situation financière (page S8)

Autres passifs 1 123 340 \$

Immobilisations corporelles 1 123 340 \$

État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) (page S9)

Actifs financiers nets (dette nette) au début - 1er janvier 2024 (1 123 340 \$)

Notes complémentaires aux états financiers consolidés (page S11)**Note 14 - Autres passifs**

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début 1 123 340 \$

Note 15 - Immobilisations corporelles

Coût - Autres - 1 123 340 \$

Situation financière par organismes (page S15)

Autres passifs 1 123 340 \$

Immobilisations corporelles 1 123 340 \$

Excédent (déficit) accumulé

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 1 123 340 \$

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 1 123 340 \$

Excédent (déficit) accumulé (page S23)

Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir 1 123 340 \$

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 1 123 340 \$

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés après éliminations des opérations réciproques.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

Dans le cours normal de ces activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et les équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières reconnues ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs excluant les taxes municipales à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations, les amendes et pénalités à recevoir et les subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2025	2024
Non en souffrance	213 321 \$	209 111 \$
En souffrance de plus de 6 mois	44 869 \$	55 042 \$
Moins provision pour mauvaises créances	-	(19 095 \$)
Total	258 190 \$	245 058 \$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit :

2025

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts	497 040 \$	–	–	–	497 040 \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	10 103 569 \$	–	–	–	10 103 569 \$
Intérêts courus à payer	385 252 \$	–	–	–	385 252 \$
Dettes	10 944 324 \$	20 038 536 \$	21 719 885 \$	–	52 702 745 \$
	21 930 185 \$	20 038 536 \$	21 719 885 \$	–	63 688 606 \$

2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts	–	–	–	–	–
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	6 310 981 \$	–	–	–	6 310 981 \$
Intérêts courus à payer	273 324 \$	–	–	–	273 324 \$
Dettes	7 845 877 \$	27 703 043 \$	7 082 573 \$	–	42 631 493 \$
	14 430 182 \$	27 703 043 \$	7 082 573 \$	–	49 215 798 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix courant. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des instruments financiers, ou que les flux de trésorerie futurs associés à ces instruments financiers, varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville à un risque de la juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux fixes sont la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme et les placements de portefeuille.

Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	25 099 957	25 455 300	26 075 626			26 075 626
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 444 293	1 470 500	1 483 777			1 483 777
Quotes-parts	3					1 145 822	
Transferts	4	1 994 580	2 103 500	2 571 986			2 571 986
Services rendus	5	2 899 409	2 634 500	3 061 384			2 225 879
Imposition de droits	6	2 483 530	1 364 600	2 044 510			2 044 510
Amendes et pénalités	7	414 015	400 000	395 933			395 933
Revenus de placements de portefeuille	8	198 343	100 000	227 401			227 401
Autres revenus d'intérêts	9	310 611	161 000	371 280			371 280
Autres revenus							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10						
Autres	11	457 548	165 400	644 615			644 615
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	35 302 286	33 854 800	36 876 512		1 145 822	36 041 007
Investissement							
Taxes	14		65 000				
Quotes-parts	15						
Transferts	16	2 065 232	4 674 397	671 241		1 866 011	2 537 252
Imposition de droits	17						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	18	99 913		19 492			19 492
Autres	19	244 815		73 869			73 869
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20	(102 174)		143 755			143 755
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22	2 307 786	4 739 397	908 357		1 866 011	2 774 368
	23	37 610 072	38 594 197	37 784 869		3 011 833	38 815 375

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	37 610 072	38 594 197	37 784 869		3 011 833	38 815 375
Charges							
Administration générale	25	4 853 167	6 277 580	5 818 672	509 914		6 235 769
Sécurité publique	26	5 219 757	5 863 046	5 551 865	318 430		5 870 295
Transport	27	4 938 616	5 819 916	5 808 474	2 152 434		7 960 908
Hygiène du milieu	28	6 986 237	6 786 686	6 485 618	1 817 046	1 489 500	7 903 654
Santé et bien-être	29	98 525	108 957	108 925			108 925
Aménagement, urbanisme et développement	30	1 081 388	1 153 696	1 046 635	5 646		1 052 281
Loisirs et culture	31	5 068 194	5 317 719	5 125 319	515 653		5 640 972
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	1 307 221	1 487 900	1 598 301		49 278	1 647 579
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	4 770 450	4 686 299	5 319 123 (	5 319 123)		
	36	34 323 555	37 501 799	36 862 932		1 538 778	36 420 383
Excédent (déficit) lié aux activités	37	3 286 517	1 092 398	921 937		1 473 055	2 394 992

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Budget 2025		Réalizations 2025		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	3 286 517	1 092 398	921 937	1 473 055	2 394 992	
Moins : revenus d'investissement	2	(2 307 786)	(4 739 397)	(908 357)	(1 866 011)	(2 774 368)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	978 731	(3 646 999)	13 580	(392 956)	(379 376)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés							
Amortissement	4	4 770 450	4 686 299	5 319 123	573 198	5 892 321	
Produit de cession	5			68 469		68 469	
(Gain) perte sur cession	6			(36 228)		(36 228)	
Réduction de valeur / Reclassement	7						
	8	4 770 450	4 686 299	5 351 364	573 198	5 924 562	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	97 831		79 254		79 254	
	15	97 831		79 254		79 254	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16						
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 093 100)	(2 904 700)	(3 251 467)	(198 421)	(3 449 888)	
	18	(3 093 100)	(2 904 700)	(3 251 467)	(198 421)	(3 449 888)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(39 867)		(493 266)	(723)	(493 989)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	95 000					
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 199 072	2 433 400	2 247 651		2 247 651	
Réserves financières et fonds réservés	22	(398 588)	(568 000)	(323 097)	2 847	(320 250)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			99 756	682	100 438	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	1 855 617	1 865 400	1 531 044	2 806	1 533 850	
	26	3 630 798	3 646 999	3 710 195	377 583	4 087 778	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 609 529		3 723 775	(15 373)	3 708 402	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025		Total consolidé ¹
	Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	2 307 786	908 357	1 866 011	2 774 368
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	70 632)(	618 780)(	)	( 618 780)
Sécurité publique	3 (	457 139)(	542 061)(	)	( 542 061)
Transport	4 (	3 910 163)(	5 659 128)(	)	( 5 659 128)
Hygiène du milieu	5 (	2 470 512)(	2 114 112)(	3 922 312)(	( 6 036 424)
Santé et bien-être	6 ()))	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	62 745)(	92 960)(	)	( 92 960)
Loisirs et culture	8 (	930 423)(	3 203 170)(	)	( 3 203 170)
Réseau d'électricité	9 ()))	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))	()
	11 (	7 901 614)(	12 230 211)(	3 922 312)(	( 16 152 523)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ()))	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	)	143 755)(	)	( 143 755)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 508 600	8 370 846	2 011 674	10 382 520
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	39 867	493 266	723	493 989
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16		333 633		333 633
Excédent de fonctionnement affecté	17	500 000	20 000		20 000
Réserves financières et fonds réservés	18	480 603	1 083 706		1 083 706
	19	1 020 470	1 930 605	723	1 931 328
	20	(5 372 544)	(2 072 515)	(1 909 915)	(3 982 430)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(3 064 758)	(1 164 158)	(43 904)	(1 208 062)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024		2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 109 336	10 433 973	3 114	10 437 087
Débiteurs (note 5)	2	21 209 434	19 791 720	2 161 304	21 953 024
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	284 274	205 020		205 020
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	4 394 568	4 538 323		4 538 323
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	29 997 612	34 969 036	2 164 418	37 133 454
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10		63 100	433 940	497 040
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	6 523 073	8 997 492	1 491 329	10 488 821
Revenus reportés (note 11)	12	1 247 258	1 377 839		1 377 839
Dettes à long terme (note 12)	13	40 790 977	48 996 816	3 329 497	52 326 313
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15	1 573 340	1 673 096		1 673 096
	16	50 134 648	61 108 343	5 254 766	66 363 109
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(20 137 036)	(26 139 307)	(3 090 348)	(29 229 655)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	96 198 989	103 077 836	9 847 045	112 924 881
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	611 433	611 433		611 433
Stocks de fournitures	20	544 665	587 769		587 769
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	278 884	281 141	15 489	296 630
	23	97 633 971	104 558 179	9 862 534	114 420 713
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	9 238 704	10 045 308	74 264	10 119 572
Excédent de fonctionnement affecté	25	3 649 955	3 780 693		3 780 693
Réserves financières et fonds réservés	26	2 034 373	1 606 332	424 248	2 030 580
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	3 815 640)	3 650 983)	1 174 078)	4 825 061)
Financement des investissements en cours	28	(2 408 319)	(3 719 897)	(207 627)	(3 927 524)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	68 797 862	70 357 419	7 655 379	78 012 798
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	77 496 935	78 418 872	6 772 186	85 191 058
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1	11 913 000	11 478 110	11 486 961	
Autre	2				10 558 946
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 481 800	2 360 577	2 362 309	2 038 775
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	13 446 000	12 567 547	12 637 761	11 885 597
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 223 300	1 261 813	1 311 091	1 136 487
D'autres organismes municipaux	10				49
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	264 400	336 838	336 838	209 833
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		(350)	(350)	(104)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 000 800	2 982 697	1 836 875	1 887 695
Transferts	15	216 500	216 431	216 431	182 980
Autres	16	184 500	209 624	209 624	429 188
Autres					
Transferts	17				
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	4 686 299	5 319 123	5 892 321	5 135 525
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Mauvaises créances	21.1	80 200	(70 179)	(70 179)	49 132
Réclamations dommages	21.2	5 000	24 726	24 726	15 680
Autres - Désactualisation OMHS	21.3		175 975	175 975	
	22	37 501 799	36 862 932	36 420 383	33 529 783

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	10 119 572	9 313 667
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 780 693	3 649 955
Réserves financières et fonds réservés	3	2 030 580	2 459 731
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	4 825 061)(	5 154 705)
Financement des investissements en cours	5	(3 927 524)	(2 554 947)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	78 012 798	75 082 365
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	85 191 058	82 796 066
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	10 045 308	9 238 704
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	74 264	74 963
	11	10 119 572	9 313 667
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget 2024	12.1	2 000 000	2 066 700
▪ Prog. économie d'eau potable	12.2	150 068	167 366
▪ Développement parcs industriels	12.3	360 171	360 171
▪ Engagements	12.4	49 224	24 320
▪ Covid-19 (exercice suivant)	12.5		
▪ Mandat d'évaluation	12.6	486 785	486 785
▪ Études&avants-projets rég.emp.	12.7	186 562	186 562
▪ Plan dir. égouts et Sinistrés	12.8		
▪ Équipement parcs, signalisation et plantation arbres	12.9	97 883	108 051
▪ Déneigement	12.10	200 000	100 000
▪ Intervention incendie	12.11	100 000	50 000
▪ Prévoyance	12.12	150 000	100 000
	13	3 780 693	3 649 955
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	3 780 693	3 649 955

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪	18.1	
	19	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	849 447
Organismes contrôlés et partenariats	24	1 134 476
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	611 734
Organismes contrôlés et partenariats	26	689 897
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	424 248
	29	425 358
Fonds local d'investissement	30	
Fonds local de solidarité	31	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	145 151
Autres		210 000
▪	32.1	
	33	2 030 580
	34	2 459 731
	2 030 580	2 459 731

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()(
Autres	39 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 ()(
	41 ()(
Assainissement des sites contaminés	42 (	)( 450 000)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (1 673 096)	)( 1 123 340)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()(
Autres		
▪	45.1 ()(
	46 (1 673 096)	)( 1 573 340)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 ()(
Autres	53 ()(
▪ Programme Rénovation Québec	54.1 (	)( 378 100)
▪ Autres activités	54.2 (3 151 965)	)( 3 203 265)
	55 (3 151 965)	)( 3 581 365)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	56	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	57	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	58	
Autres	59	
▪	60.1	
	61	
	62 (4 825 061)	)( 5 154 705)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 2 521 203	3 336 304
Investissements à financer	64 (6 448 727)(	5 891 251)
	65 (3 927 524)	(2 554 947)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 112 924 881	102 696 920
Propriétés destinées à la revente	67 611 433	611 433
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69 205 020	284 274
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70 4 538 323	4 394 568
	71 118 279 657	107 987 195
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 118 279 657	107 987 195
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (52 326 313)(	42 333 927)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (376 432)(	297 566)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 9 283 919	6 145 299
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 3 151 967	3 581 364
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 (40 266 859)(	32 904 830)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 ())
	81 (40 266 859)(	32 904 830)
	82 78 012 798	75 082 365

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet (en années)	45		
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

104

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Lachute contribue à un régime complémentaire de retraite, soit celui du Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Lachute.

Ce régime a été enregistré le 1er avril 1972 et est régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le règlement afférent est le règlement 87-295 de la Ville de Lachute adopté le 15 octobre 1987 et ayant pris effet le 1er novembre 1988. En avril 1992, un règlement de concordance à la Loi 116, le règlement 92-396, a été adopté avec prise d'effet rétroactive au 1er janvier 1990. Ce règlement a été amendé par les règlements 93-396-1, 94-396-2, 94-396-3, 95-396-4, 97-396-5, 98-396-6, 2000-396-7 et 2003-396-8. Par la suite, ce règlement a été refondu le 4 juillet 2005 sous le numéro 2005-643 et amendé subséquemment par les règlements numéros 2005-643-1, 2006-643-2, 2010-643-3, 2012-643-4, 2016-643-5, 2016-643-6, 2017-643-7, 2020-643-8 2024-643-9 et 2025-643-10.

Ce régime s'adresse aux cadres, cols blancs et cols bleus et pompiers de la Ville de Lachute.

Contributions des membres :

Cadres : Le régime prévoit des contributions de 7,5% du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : Le régime prévoit des contributions de 7% du salaire annuel de base des membres.

Cols bleus : À compter du 1er janvier 2009, le régime concernant les cols bleus a été modifié pour y introduire une contribution progressive en fonction des heures rémunérées à taux régulier comme suit :

- admissibilité à 700h : 2 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 5 %
- à compter de 6 241 heures : 7,5 %

Pompiers : Le régime prévoit des contributions de 2,5 % du salaire annuel de base des membres

Les contributions facultatives sont permises jusqu'à concurrence des limites prescrites par l'Agence de Revenu du Canada.

Contributions de la Ville de Lachute :

Cadres : La contribution de l'employeur est de 7,5 % du salaire annuel de base des membres.

Cols blancs : La contribution de l'employeur s'établit à 8% sur la base des heures rémunérées au taux régulier.

Cols bleus : La contribution de l'employeur s'établit sur la base des heures rémunérées au taux régulier comme suit :

- admissibilité à 700h : 4 %
- de 2 081 à 4 160 heures : 4 %
- de 4 161 à 6 240 heures : 5 %
- à compter de 6 241 heures : 7,5 %

Pompiers : La contribution de l'employeur est de 2,5%

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	656 224
	110	656 224
		565 536

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111

Description des régimes et autres renseignements

La Ville contribue également à un régime d'allocations de départ pour les élus municipaux et à un régime de primes de départ pour les employés cols bleus. Ces contributions découlent respectivement de la Loi sur le traitement des élus municipaux et d'une convention collective signée avec les cols bleus en novembre 2016.

Allocations de départ pour les élus municipaux

- La dépense de l'exercice est de 5 886 \$ (9 646 \$ en 2024) et la somme accumulée pour allocation de départ au 31 décembre 2024 s'établit à 36 474 \$ (33 425 \$ en 2024).

Primes de départ des employés cols bleus

- La dépense de l'exercice est de 10 964 \$ (12 273 \$ en 2024) et la somme accumulée pour primes de départ au 31 décembre 2024 s'établit à 419 210 \$ (365 176 \$ en 2024)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	
Autres régimes	115	16 850
	116	16 850
		21 919

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7
		7

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2025	2024
Cotisations des élus au RREM	118	8 046	7 530
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	27 116	25 376
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 207	4 207
	121	31 323	29 583

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
TAXES		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	16 279 754	16 279 754	15 895 386
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	2 985 407	2 985 407	2 880 303
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 048 408	1 048 408	982 123
Activités de fonctionnement	8	1 888 522	1 888 522	1 596 880
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	22 202 091	22 202 091	21 354 692
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 122 058	2 122 058	1 860 347
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	1 524 333	1 524 333	1 668 936
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Contrôle biologique moustiques	17.1	133 382	133 382	129 749
Centres d'urgence 9-1-1	18	93 762	93 762	86 233
Service de la dette	19			
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22			
	23	3 873 535	3 873 535	3 745 265
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	3 873 535	3 873 535	3 745 265
	28	26 075 626	26 075 626	25 099 957

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	29	157 977	157 977	139 587
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	421 442	421 442	416 811
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	782 952	782 952	767 760
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	35			
	36	1 362 371	1 362 371	1 324 158
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	37	22 565	22 565	27 492
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38	898	898	927
Taxes d'affaires	39			
	40	23 463	23 463	28 419
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	96 664	96 664	90 935
	43	96 664	96 664	90 935
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	44			
Autres	45	1 279	1 279	781
	46	1 279	1 279	781
	47	1 483 777	1 483 777	1 444 293

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024	
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50	20 432	20 432	
Autres	51	4 152	7 609	
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	46 431	46 431	
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	78 367	78 367	
Réseau de distribution de l'eau potable	65	14 031	14 031	
Traitement des eaux usées	66	329	367	
Réseaux d'égout	67	17 935	17 935	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69	116 916	116 916	
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80	(44 100)	(44 100)	53 295
Rénovation urbaine	81			
Promotion et développement économique	82			
Autres	83			41 732
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	5 347	5 347	14 430
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	77 700	77 700	95 614
Autres	86	112 441	112 441	73 526
Réseau d'électricité	87			
	88	449 981	449 981	800 877

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92			
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	561 201	561 201	69 152
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			1 532 105
Réseau de distribution de l'eau potable	106			
Traitement des eaux usées	107		1 866 011	
Réseaux d'égout	108			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112	(11 238)	(11 238)	(35 234)
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115	80 558	80 558	
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124	40 720	40 720	770
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			498 439
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	671 241	2 537 252	2 065 232

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	849 350	849 350	399 855
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	1 190 085	1 190 085	793 897
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138	82 570	82 570	
Autres	139			
	140	2 122 005	2 122 005	1 193 752
TOTAL DES TRANSFERTS	141	3 243 227	5 109 238	4 059 861

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	142	143 715	143 715	167 273
Évaluation	143			
Autres	144	12 203	1 260	795
	145	155 918	144 975	168 068
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	298 522	298 522	266 434
Sécurité civile				
Autres	149			
	150			
	151	298 522	298 522	266 434
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152	2 000	2 000	2 000
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif				
Autres	155			
	156			
	157	2 000	2 000	2 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	158	134 280	134 280	128 345
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160	689 563	217 497	212 738
Réseaux d'égout	161	393 088	40 592	44 410
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164	126 308	126 308	98 879
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	1 343 239	518 677	484 372

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
	174			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
	179			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180	543 597	543 597	298 505
Activités culturelles				
Bibliothèques	181	21 836	21 836	20 616
Autres	182	17 621	17 621	10 748
	183	583 054	583 054	329 869
Réseau d'électricité				
	184			
	185	2 382 733	1 547 228	1 250 743

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186			
Évaluation	187			
Autres	188	75 851	75 851	80 833
	189	75 851	75 851	80 833
Sécurité publique				
Police	190	27 382	27 382	27 064
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	41 013	41 013	70 507
Sécurité civile				
Autres	194			
	195	68 395	68 395	97 571
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	43 368	43 368	39 763
Enlèvement de la neige	197			
Autres	198			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199			
Transport adapté	200			
Transport scolaire	201			
Autres	202			
Autres	203			
	204	43 368	43 368	39 763
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206	171 391	171 391	184 112
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209			
Matières recyclables	210			
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213			
Autres	214			
	215	171 391	171 391	184 112

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221			
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223			
Autres	224			
	225			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	304 577	304 577	275 259
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	11 607	11 607	11 654
Autres	228	3 462	3 462	7 331
	229	319 646	319 646	294 244
Réseau d'électricité				
	230			
	231	678 651	678 651	696 523
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	3 061 384	2 225 879	1 947 266

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	195 955	195 955	155 255
Droits de mutation immobilière	234	1 848 555	1 848 555	2 328 275
Droits sur les carrières et sablières	235			
Autres	236			
	237	2 044 510	2 044 510	2 483 530
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	395 933	395 933	414 015
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239	227 401	227 401	198 343
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	371 280	371 280	310 611
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	36 228	36 228	
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245	19 492	19 492	99 913
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247	57 648	57 648	51 638
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249	73 869	73 869	244 815
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	550 739	550 739	405 910
	252	737 976	737 976	802 276
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	654 412		654 412	654 412	541 918
Greffe et application de la loi	2	1 252 381		1 252 381	1 252 381	1 002 445
Gestion financière et administrative	3	2 690 752	131 087	2 821 839	2 729 022	2 312 047
Évaluation	4	285 331		285 331	285 331	422 665
Gestion du personnel	5	759 821		759 821	759 821	626 983
Autres						
▪ Désactua. + amortissement - OMHS	6.1	175 975	378 827	554 802	554 802	
	7	5 818 672	509 914	6 328 586	6 235 769	4 906 058
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	2 435 560		2 435 560	2 435 560	2 258 049
Sécurité incendie						
Premiers répondants	9					
Autres	10	2 846 626	318 430	3 165 056	3 165 056	2 985 628
Sécurité civile	11	22 839		22 839	22 839	15 326
Autres	12	246 840		246 840	246 840	233 665
	13	5 551 865	318 430	5 870 295	5 870 295	5 492 668
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	2 562 693	1 865 716	4 428 409	4 428 409	4 130 943
Enlèvement de la neige	15	2 511 170	64 788	2 575 958	2 575 958	2 108 957
Éclairage des rues	16	127 311	140 816	268 127	268 127	234 143
Circulation et stationnement	17	187 168	27 659	214 827	214 827	191 071
Transport collectif						
Transport en commun	18	264 480		264 480	264 480	225 768
Transport aérien	19	155 652	49 944	205 596	205 596	168 501
Transport par eau	20					
Autres	21		3 511	3 511	3 511	36 011
	22	5 808 474	2 152 434	7 960 908	7 960 908	7 095 394

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 039 705	446 394	1 486 099	1 457 025
Réseau de distribution de l'eau potable	24	774 730	591 310	1 366 040	1 374 539
Traitement des eaux usées	25	1 538 948	43 243	1 582 191	1 137 885
Réseaux d'égout	26	843 199	726 103	1 569 302	1 490 197
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	708 191		708 191	677 024
Élimination	28	271 918	9 996	281 914	260 598
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	465 880		465 880	452 353
Tri et conditionnement	30				266 914
Matières organiques					
Collecte et transport	31	356 413		356 413	358 937
Traitement	32				
Matériaux secs					
Autres	34	85 212		85 212	
Plan de gestion	35	118 347		118 347	115 310
Autres	36				78 627
Cours d'eau					
Protection de l'environnement	38	143 471		143 471	153 136
Autres	39	139 604		139 604	146 938
	40	6 485 618	1 817 046	8 302 664	7 969 483
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	108 925		108 925	98 525
Autres	42				
Sécurité du revenu					
Autres	44				
	45	108 925		108 925	98 525

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	918 494	5 646	924 140	902 173
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47				
Autres biens	48				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	128 141		128 141	184 861
Tourisme	50				
Autres	51				
Autres	52				
	53	1 046 635	5 646	1 052 281	1 087 034

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
LOISIRS ET CULTURE					
<i>Activités récréatives</i>					
Centres communautaires	54	92 752	9 508	102 260	113 554
Patinoires intérieures et extérieures	55	934 980	52 240	987 220	763 571
Piscines, plages et ports de plaisance	56	723 951	2 104	726 055	848 198
Parcs et terrains de jeux	57	1 871 333	418 346	2 289 679	2 175 714
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59	5 089		5 089	5 157
Autres	60	84 049		84 049	73 418
	61	3 712 154	482 198	4 194 352	3 979 612
<i>Activités culturelles</i>					
Centres communautaires	62	145 747		145 747	187 248
Bibliothèques	63	1 267 418	33 455	1 300 873	1 367 496
<i>Patrimoine</i>					
Musées et centres d'exposition	64				
Autres ressources du patrimoine	65				
Autres	66				
	67	1 413 165	33 455	1 446 620	1 554 744
	68	5 125 319	515 653	5 640 972	5 534 356

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	70	1 477 723		1 477 723	1 521 187	1 224 892
Autres frais	71	120 928		120 928	126 742	121 477
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	72					
Autres	73	(350)		(350)	(350)	(104)
	74	1 598 301		1 598 301	1 647 579	1 346 265
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	5 319 123 (	5 319 123)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	2025	Réalisations
		2025	2025	2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	967 277	1 005 065	838 800
Usines de traitement de l'eau potable	2	17 563	17 563	289 578
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	396 078	4 103 274	1 722 997
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 685 621	3 685 621	2 608 869
Ponts, tunnels et viaducs	7	849 256	849 256	46 797
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 119 267	1 119 267	12 792
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	1 305 347	1 305 347	277 875
Autres infrastructures	11	202 198	202 198	1 878
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	51 329	51 329	365 624
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 883 229	1 883 229	455 215
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	417 088	570 984	724 864
Ameublement et équipement de bureau	18	67 266	67 266	48 919
Machinerie, outillage et équipement divers	19	788 365	811 797	511 618
Terrains	20	106 546	106 546	36 380
Autres	21	373 781	373 781	
	22	12 230 211	16 152 523	7 942 206

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	967 277	1 005 065	838 800
Usines de traitement de l'eau potable	2	17 563	17 563	289 578
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	396 078	4 103 274	1 722 997
Autres infrastructures	5	7 161 689	7 161 689	2 948 211
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	3 687 604	3 864 932	2 142 620
	12	12 230 211	16 152 523	7 942 206

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	9 830 116	883 021	904 712	9 808 425
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	26 656 078	9 499 499	2 545 176	33 610 401
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	36 486 194	10 382 520	3 449 888	43 418 826
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 774 736	3 540 497	422 158	8 893 075
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	5 774 736	3 540 497	422 158	8 893 075
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	370 563	34 923	14 642	390 844
	15	6 145 299	3 575 420	436 800	9 283 919
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	6 145 299	3 575 420	436 800	9 283 919
	19	42 631 493	13 957 940	3 886 688	52 702 745
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	42 631 493	13 957 940	3 886 688	52 702 745

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	49 337 000	41 079 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	6 242 494	5 169 164
Activités de fonctionnement à financer	3		
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	611 734	689 897
Débiteurs	8	8 893 076	5 774 736
Autres montants	9	390 845	370 562
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10		
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	45 683 839	39 412 969
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13	3 573 371	1 699 120
Endettement net à long terme	14	49 257 210	41 112 089
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	2 758 135	2 671 782
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	52 015 345	43 783 871
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	52 015 345	43 783 871
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2	249 780	249 780	399 102
Autres	3	388 994	388 994	387 149
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	63 367	63 367	95 676
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 154 789	8 967	14 459
Matières résiduelles	12	254 803	254 803	234 997
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14	68 558	68 558	65 908
Autres	15			8 178
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	232 202	232 202	161 518
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	536 867	536 867	178 251
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	33 337	33 337	342 457
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	2 982 697	1 836 875	1 887 695

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	12 230 211	7 901 614
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	12 230 211	7 901 614

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	36,00	37,50	70 200,00	3 748 373	773 718	4 522 091
Professionnels	2	122,00	3,00	4 392,00	73 179	6 084	79 263
Cols blancs	3	42,00	35,00	76 440,00	3 264 150	730 638	3 994 788
Cols bleus	4	48,00	40,00	99 840,00	3 038 476	627 137	3 665 613
Policiers	5						
Pompiers	6	19,00	37,50	37 095,00	1 089 483	176 846	1 266 329
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	267,00		287 967,00	11 213 661	2 314 423	13 528 084
Élus	9	7,00			264 449	46 154	310 603
	10	274,00			11 478 110	2 360 577	13 838 687

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	78 367				78 367
Réseau de distribution de l'eau potable	3	14 031				14 031
Traitement des eaux usées	4	329				329
Réseaux d'égout	5	17 935				17 935
Autres	6	2 450 503	671 241		10 821	3 132 565
	7	2 561 165	671 241		10 821	3 243 227

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	53 932	51 408
	4	53 932	51 408
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	78 705	79 113
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	78 705	79 113
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	553 439	453 595
Enlèvement de la neige	12	38 297	31 650
Autres	13		
Transport collectif	14	48	473
Autres	15	49 693	38 192
	16	641 477	523 910
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	183 811	179 849
Réseau de distribution de l'eau potable	18	119 187	94 576
Traitement des eaux usées	19	2 219	2 225
Réseaux d'égout	20	230 985	178 220
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	110	
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24	1 481	1 528
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	537 793	456 398
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	13 271	18 163
Rénovation urbaine	34	1 061	1 832
Promotion et développement économique	35	4 677	5 411
Autres	36		
	37	19 009	25 406
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	141 751	112 883
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	2 994	3 202
Autres	40	122 640	54 901
	41	267 385	170 986
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 598 301	1 307 221

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Bernard Bigras-Denis	1.1 Maire	66 147	20 294	27 337	
Hugo Lajoie	1.2 Conseiller	19 522	9 761		
Guyline Desforges	1.3 Conseiller	18 634	9 317		
Christian David	1.4 Conseiller	23 074	11 537		
Virginie Filiatrault	1.5 Conseiller	15 994	7 997		
Aline Gravel	1.6 Conseiller	18 634	9 317		
Gaétan Larose	1.7 Conseiller	15 994	7 997		
Yan Deschamps	1.8 Conseiller	2 640	1 320		
Line Perron	1.9 Conseiller	2 640	1 320		
	2	183 279	78 860	27 337	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<i>Non audité</i>	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 350 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	119 037 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	44		\$
Constatés au cours de l'exercice	45		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	46		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

47

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

48 15 911 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

49

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2025

50 246 376 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

51

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

52 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC d'Argenteuil

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ 77 000 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?
- 67
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 68 144 348 \$
- b) autres formes d'aide 69 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?
- 70
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025 71 _____ \$
11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
- 72
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
- 73
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025 74 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025 75 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 76 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 77 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 78 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 79 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 80 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 81 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 82 _____ \$
 - Systèmes de drainage 83 _____ \$
 - Abords de routes 84 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 85 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 86 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 87 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 88 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

- e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 401-11-2019

b) Date d'adoption de la résolution

93 2019-11-04

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|--|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | 1 299 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | 638 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | 1 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Benoît Gravel

Adresse courriel du directeur général

10 bgravel@lachute.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-07-06

Nom du signataire : Marie-Josée Fournier

Fonction du signataire : Directrice service finances, trésorière

Date de transmission au Ministère : 2026-07-07

Date et heure de la dernière modification : 2026-07-07 11:45

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	35 302 286	33 854 800	36 876 512	1 145 822	36 041 007
Investissement	2	2 307 786	4 739 397	908 357	1 866 011	2 774 368
	3	37 610 072	38 594 197	37 784 869	3 011 833	38 815 375
Charges	4	34 323 555	37 501 799	36 862 932	1 538 778	36 420 383
Excédent (déficit) lié aux activités	5	3 286 517	1 092 398	921 937	1 473 055	2 394 992
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 307 786)(	4 739 397)(	908 357)(	1 866 011)(	2 774 368)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	978 731	(3 646 999)	13 580	(392 956)	(379 376)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	4 770 450	4 686 299	5 319 123	573 198	5 892 321
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 093 100)(	2 904 700)(	3 251 467)(	198 421)(	3 449 888)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	39 867)(	)	493 266)(	723)(	493 989)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 895 484	1 865 400	2 024 310	3 529	2 027 839
Autres éléments de conciliation	13	97 831		111 495		111 495
	14	3 630 798	3 646 999	3 710 195	377 583	4 087 778
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	4 609 529		3 723 775	(15 373)	3 708 402

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	4 109 336	10 433 973	10 437 087	4 503 406
Débiteurs	2	21 209 434	19 791 720	21 953 024	21 206 792
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4	284 274	205 020	205 020	284 274
Autres	5	4 394 568	4 538 323	4 538 323	4 394 568
	6	29 997 612	34 969 036	37 133 454	30 389 040
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8		63 100	497 040	
Créditeurs et charges à payer	9	6 523 073	8 997 492	10 488 821	6 584 305
Revenus reportés	10	1 247 258	1 377 839	1 377 839	1 247 258
Dette à long terme	11	40 790 977	48 996 816	52 326 313	42 333 927
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13	1 573 340	1 673 096	1 673 096	1 573 340
	14	50 134 648	61 108 343	66 363 109	51 738 830
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(20 137 036)	(26 139 307)	(29 229 655)	(21 349 790)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	96 198 989	103 077 836	112 924 881	102 696 920
Autres	17	1 434 982	1 480 343	1 495 832	1 448 936
	18	97 633 971	104 558 179	114 420 713	104 145 856
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	9 238 704	10 045 308	10 119 572	9 313 667
Excédent de fonctionnement affecté	20	3 649 955	3 780 693	3 780 693	3 649 955
Réserves financières et fonds réservés	21	2 034 373	1 606 332	2 030 580	2 459 731
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	3 815 640)(	3 650 983)(	4 825 061)(	5 154 705)
Financement des investissements en cours	23	(2 408 319)	(3 719 897)	(3 927 524)	(2 554 947)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	68 797 862	70 357 419	78 012 798	75 082 365
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	77 496 935	78 418 872	85 191 058	82 796 066

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget 2024	1.1	2 000 000	2 066 700
▪ Prog. économie d'eau potable	1.2	150 068	167 366
▪ Développement parcs industriels	1.3	360 171	360 171
▪ Engagements	1.4	49 224	24 320
▪ Covid-19 (exercice suivant)	1.5		
▪ Mandat d'évaluation	1.6	486 785	486 785
▪ Études&avants-projets rég.emp.	1.7	186 562	186 562
▪ Plan dir. égouts et Sinistrés	1.8		
▪ Équipement parcs, signalisation et plantation arbres	1.9	97 883	108 051
▪ Déneigement	1.10	200 000	100 000
▪ Intervention incendie	1.11	100 000	50 000
▪ Prévoyance	1.12	150 000	100 000
	2	3 780 693	3 649 955
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	3 780 693	3 649 955
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪	6.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	849 447	1 134 476
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	611 734	689 897
Organismes contrôlés et partenariats	11	424 248	425 358
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14	145 151	210 000
Autres			
▪	15.1		
	16	2 030 580	2 459 731
	17	5 811 273	6 109 686

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	45 683 839	39 412 969
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	52 015 345	43 783 871

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	33 610 401	26 656 078
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	9 808 425	9 830 116
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	8 893 075	5 774 736
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	390 844	370 563
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	52 702 745	42 631 493

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	25 099 957	25 455 300	26 075 626	26 075 626
Compensations tenant lieu de taxes	13	1 444 293	1 470 500	1 483 777	1 483 777
Quotes-parts	14				
Transferts	15	1 994 580	2 103 500	2 571 986	2 571 986
Services rendus	16	2 899 409	2 634 500	3 061 384	2 225 879
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	3 095 888	1 864 600	2 667 844	2 667 844
Autres	18	768 159	326 400	1 015 895	1 015 895
	19	35 302 286	33 854 800	36 876 512	36 041 007
Investissement					
Taxes	20		65 000		
Quotes-parts	21				
Transferts	22	2 065 232	4 674 397	671 241	2 537 252
Autres	23	242 554		237 116	237 116
	24	2 307 786	4 739 397	908 357	2 774 368
	25	37 610 072	38 594 197	37 784 869	38 815 375

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	5 818 672	509 914	6 328 586	6 235 769	4 906 058
Sécurité publique						
Police	2	2 435 560		2 435 560	2 435 560	2 258 049
Sécurité incendie	3	2 846 626	318 430	3 165 056	3 165 056	2 985 628
Autres	4	269 679		269 679	269 679	248 991
Transport						
Réseau routier	5	5 388 342	2 098 979	7 487 321	7 487 321	6 665 114
Transport collectif	6	420 132	49 944	470 076	470 076	394 269
Autres	7		3 511	3 511	3 511	36 011
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	4 196 582	1 807 050	6 003 632	5 604 622	5 459 646
Matières résiduelles	9	2 005 961	9 996	2 015 957	2 015 957	2 209 763
Autres	10	283 075		283 075	283 075	300 074
Santé et bien-être	11	108 925		108 925	108 925	98 525
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	918 494	5 646	924 140	924 140	902 173
Promotion et développement économique	13	128 141		128 141	128 141	184 861
Autres	14					
Loisirs et culture	15	5 125 319	515 653	5 640 972	5 640 972	5 534 356
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	1 598 301		1 598 301	1 647 579	1 346 265
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	31 543 809	5 319 123	36 862 932	36 420 383	33 529 783
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	5 319 123 (	5 319 123)			
	21	36 862 932		36 862 932	36 420 383	33 529 783

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024		Réalizations 2025	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 307 786	908 357	1 866 011	2 774 368
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	7 901 614)(	12 230 211)(	3 922 312)(	16 152 523)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	) (	143 755)(	) (	143 755)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 508 600	8 370 846	2 011 674	10 382 520
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	39 867	493 266	723	493 989
Excédent accumulé	6	980 603	1 437 339		1 437 339
	7	(5 372 544)	(2 072 515)	(1 909 915)	(3 982 430)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(3 064 758)	(1 164 158)	(43 904)	(1 208 062)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14